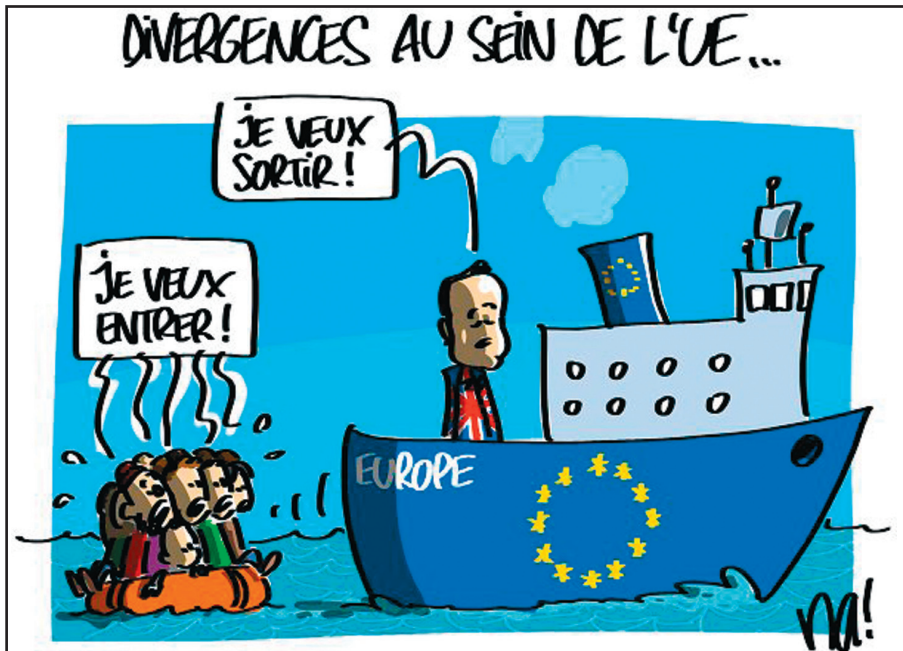


le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Éditorial :

LE BREXIT, LEUR EUROPE, NOS LUTTES

« L'événement le plus important depuis la chute du mur de Berlin » fut l'expression utilisée par le responsable français de l'agence de notation Standard & Pool faisant référence à la sortie du Royaume Uni de l'Union européenne. L'évaluation politique ne semble pas exagérée si on la met en relation avec l'énorme déploiement de forces dépensées par les grandes institutions (FMI, Banque Mondiale, OMC, OCDE) et des personnalités politiques de haut niveau, dont le Président Obama, pour dire aux votants britanniques qu'il ne fallait, surtout pas, voter pour le "leave" (sortir) de l'UE. En effet, tout est justifiable s'il s'agit d'éviter la chute – cette fois – du mur de la City.

Mais le peuple du Royaume, en votant majoritairement « out » s'est permis de ne pas suivre de si bien intentionnées recommandations. Plus « shocking »

encore, ce sont les petites gens du pays, les chômeurs, les précaires, qui ont décidé de ce résultat historique. On comprend alors la rage et le mépris d'un BHL ou d'un Alain Minc lorsque ce dernier résume le résultat en écrivant : « *Ce référendum est la victoire des gens peu formés sur des gens éduqués* » et, sans la moindre gêne, propose tout simplement de se moquer du vote : « *Nous devrions aider les Britanniques à ne pas sortir de l'UE au lieu d'accélérer leur départ* ». Voilà, s'il en fallait une preuve, les limites de la définition de la démocratie chez les gens bien, bien éduqués surtout.

Victoire d'un peuple qui avait pris conscience de la nature même de cette construction européenne qui a fait de la recherche, sans scrupules, du profit une religion dont le mécanisme de base est la compression des salaires des travail-

L'invitée du DR :

Claudia Salerno Caldera

« Nous ne faisons pas que résister »

Vladimir Caller

Brexit : grande défaite et étrange victoire

Martin Willems

Politique de l'emploi : une démolition systématique

Freddy Visconti

L'avenir du réseau ferroviaire

Juan Domingo Sanchez Estop

Élections en Espagne : encore l'impasse

Carine Thibaut & François Licoppe

Que sait-on du TISA ?

Robert Waeles

Déjà s'envole la fleur maigre

leurs, la diminution si pas l'abandon tout court de leurs acquis sociaux. Politiques, en plus, étendues à toute l'Europe et qui provoquent des mobilisations salutaires comme celles des travailleurs français contre la loi El Khomri, ou chez nous la grève générale du 24 juin et autres actions de révolte contre la loi Peeters qui réclament prolongation. Et les raisons ne manquent pas. Ainsi, la proposition de la ministre de travail Maggie De Block prévoyant de remettre au travail les malades de longue durée ou les coupes budgétaires prévues par le Ministre Koen Geens au détriment du fonctionnement de la Justice. Mesures soi disant pour assainir le budget du pays et pour alléger sa situation débitrice. Pourtant, en même temps ce gouvernement se propose de financer l'envoi d'avions de chasse pour participer à la guerre en Syrie et de dépenser une quinzaine de milliards d'euros dans l'achat des avions de chasse F-35. Oui, la rentrée sera chaude à la mesure du mépris dont fait preuve ce gouvernement envers les aspirations de notre peuple.. ■

Claudia Salerno Caldera,

Ambassadeur de la République Bolivarienne du Venezuela : « Nous ne faisons pas que résister »

La quinzaine d'années durant lesquelles Claudia Salerno a exercé ses responsabilités dans le domaine de l'administration et de la diplomatie au service de son pays n'ont pas atténué l'ardeur militante qui est à la base de son engagement en soutien à la révolution bolivarienne à laquelle elle a pu apporter ses compétences venant de sa formation de haut niveau autant dans le Droit International que dans ses applications dans le droit environnemental. Actuellement, Ambassadrice auprès la Belgique, le Luxembourg et l'Union européenne, après avoir représenté son pays à la 21ème Conférence des Nations Unies pour le changement climatique (COP 21), elle est engagée dans la défense des valeurs et des acquis de la Révolution et de l'héritage du Commandant Hugo Chavez avec qui notre invitée eut la satisfaction de travailler pendant longtemps. Le Drapeau Rouge se réjouit de lui ouvrir ses pages et de participer ainsi à la lutte contre la campagne de désinformation et de calomnies que subit le pays de Bolivar.

Le Drapeau Rouge.- Le Venezuela connaît des moments particulièrement difficiles sur le plan économique, social et politique à tel point que l'on parle en Europe de

« l'explosion » d'un pays. Pourriez-vous nous faire, en résumé, une description objective des principaux composants de cette crise ?

Claudia Salerno Caldera.- En effet, mon pays passe par un moment difficile sur le plan économique. Cette crise est due dans une grande mesure à deux facteurs: d'une part, la brutale chute de prix du pétrole et d'autre part, la violente guerre économique, politique et médiatique que l'opposition de droite et ses complices, à l'intérieur du pays comme à l'international, font subir à notre pays et à sa population. Pour vous donner un exemple: notre pays paie ses dettes en temps et en heure mais cela n'empêche pas les agences de notation de dégrader notre note "risque pays" et de leur côté, les marchés financiers nous font payer des taux d'intérêt énormes, de l'ordre de 7 % alors que notre dette publique est inférieure à 60% du PIB tandis que, à titre de comparaison, la Belgique paye des taux d'intérêt de moins de 4 % pour une dette qui dépasse 90 % du PIB belge. Mais la guerre économique contre la révolution bolivarienne est menée également à l'intérieur du pays: les grands commerçants alliés à une opposition ayant un profil ouvertement putschiste organisent la pénurie de certains articles de manière délibérée ainsi que le sabotage de nos systèmes de production; ils organisent également la contrebande vers des pays voisins profitant du fait qu'au Venezuela, les articles de consommation populaire sont subventionnés par la politique sociale du gouvernement. Cette guerre économique est accompagnée d'une agitation politique violente et permanente destinée à déstabiliser non seulement le gouvernement mais le pays tout entier. Une opposition ultra radicale qui n'accepte pas le libre jeu de la démocratie et cherche par tous les moyens à prendre le pouvoir.

Sur ce plan, ce qui se passe maintenant au Venezuela a des similitudes importantes, à plusieurs égards, avec ce qui est arrivé au Chili en 1973. Nous sommes conscients de cette situation et des graves menaces qui s'annoncent mais nous ne faisons pas

que résister, nous poursuivons les "misiones", ces différents programmes sociaux touchant l'éducation, la santé, la vie sportive, qui ont illustré la nature progressiste et d'engagement envers la population démontrée par l'expérience bolivarienne. Par ailleurs, tous ces efforts ont reçu une reconnaissance internationale et c'est ainsi que l'UNESCO a félicité le Venezuela pour avoir mis fin à l'analphabétisme; la FAO (Organisation de l'agriculture et l'alimentation des Nations Unies) a choisi d'appeler "Hugo Chavez" son propre programme de lutte contre la faim en référence au fait que notre pays a rempli les Objectifs du Millénaire de l'ONU contre la pauvreté en 2012, c'est-à-dire 2 ans avant le délai fixé par cette organisation.

Le DR.- Et pour vous, quelles sont les conséquences réelles de ces problèmes ?

CSC.- Nous connaissons des problèmes d'endettement, une inflation importante, des problèmes de distribution qui génèrent des situations de pénurie pour certains produits de base et une sérieuse agitation politique. A tout ceci s'ajoute le fait que nous avons subi jusqu'à ces derniers jours une sécheresse d'une grande ampleur causant de sérieux problèmes dans le domaine de l'activité agricole, une situation de grande carence dans la production énergétique, plus exactement, dans la fourniture d'électricité du pays (le pays est tributaire à hauteur d'environ 70% de ses ressources hydriques pour la distribution d'électricité). Ces faits sont connus de tous, étant donné que la campagne médiatique en cours relaye cette information tant au niveau national qu'international, attribuant la responsabilité du changement climatique à la mauvaise gestion du gouvernement du Président Maduro alors qu'il s'agit d'un plan mis en place par l'opposition vénézuélienne pour obtenir le pouvoir en utilisant des moyens violents et anti-démocratiques

Le DR.- Existe-t-il, à votre avis, une participation étrangère dans le conflit en cours ? Et, si c'est le cas, comment se manifeste-t-elle ?

CSC.- Bien sûr qu'elle existe ! C'est surtout le cas en Espagne où la campagne électorale en cours semble avoir choisi la situation du Venezuela comme l'un des sujets centraux. Des dirigeants politiques de ce pays, comme l'ancien président de gouvernement Felipe Gonzales se permettent de venir chez nous pour soutenir les forces les plus radicales de l'opposition. C'est à se demander si certains hommes politiques espagnols savent que notre pays n'est plus une colonie espagnole et que nous n'avons pas besoin de leur pédagogie. Et bien entendu, les États-Unis ne sont pas absents dans ces agissements. Le président Obama se permet des actes d'ingérence inadmissibles comme la promulgation de lois qualifiant notre pays de menace pour les intérêts américains. Des lois de ce genre font craindre la préparation de provocations dont les conséquences seraient très dangereuses. Attitude qui relève d'un grand cynisme parce qu'en même temps, ce pays a élaboré un plan de déstabilisation du Venezuela mis au point par le Commandement Sud de l'armée américaine (The US Southern command), connu sous le nom de code « tenaille » et dont l'objectif ressemble très fort à ce qui est en train de se produire dans le pays.

Dans cette odieuse campagne contre un pays et un peuple dont le seul délit est d'avoir voulu, sous la direction du Président Chavez, sortir de la soumission, le rôle de l'actuel Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains (OEA) est singulièrement malhonnête. Ce monsieur s'est attribué des compétences qui ne relèvent pas de sa fonction pour s'ingérer dans la crise de notre pays et en totale complicité avec les secteurs les plus extrémistes de l'opposition, il s'est permis de suggérer des initiatives cherchant à isoler notre pays de la communauté latino-américaine. Heureusement le bon sens et les sentiments de fraternité entre nos peuples si fortement encouragés par le président Chavez ont mis en échec ces scandaleuses tentatives.

Le DR.- Peut-on considérer que ce qui se passe actuellement dans votre pays

constitue un véritable coup d'État même si c'est dans une version édulcorée et « modernisée » ?

CSC.- C'est exactement le cas. Nous vivons à une époque où ce n'est plus avec des chars et des mobilisations militaires que l'on organise les changements de régimes qui ne plaisent pas aux oligarchies nationales et étrangères. Il suffit maintenant d'organiser le chaos avec un grand soutien médiatique comme



c'est le cas actuellement dans notre pays. Et c'est ainsi que l'opposition, au lieu de chercher une confrontation d'idées et de programmes, est occupée à créer une situation insurrectionnelle. Ils ont certes gagné les élections et contrôlent actuellement le pouvoir législatif mais ils sont en train d'utiliser le Parlement pour prendre des décisions ouvertement anti-démocratiques et putschistes. D'ailleurs, le Tribunal Suprême de Justice a été appelé récemment à se prononcer sur une demande cherchant à établir si la Présidence de l'actuel Parlement n'est pas en train d'outrepasser gravement ses fonctions avec des comportements contraires aux principes de la Constitution.

Le DR.- Quelle est la position des forces armées vis-à-vis de la situation que connaît le pays actuellement ?

CSC.- Je pense qu'elle est plus que jamais associée au destin de la nation vénézuélienne. Si elle a toujours eu à cœur de défendre la Constitution et nos institutions, le fait de constater aujourd'hui que des dirigeants de l'opposition parcourent les capitales occidentales deman-

dant aux pays étrangers d'intervenir dans la politique intérieure de notre pays, suscite en plus chez eux, un sursaut de dignité, d'identification à un pays qu'on cherche à humilier. Ils ne sont pas indifférents au fait de diminuer la notation « risque pays » ou aux mesures carrément punitives comme les taux d'intérêt abusifs dont nous avons parlé au début de cet entretien. L'union civique-militaire instaurée par le Commandant Chávez est plus forte que jamais.

Le DR.- N'y a-t-il pas le risque que la situation du pays, notamment les questions de contrebande aux frontières, serve de prétexte pour un conflit armé avec la Colombie par exemple ?

CSC.- Non, ce scénario est impensable. La fraternité entre pays frères fait partie de l'héritage du Président Chavez. En tant que bon bolivarien, pour lui la patrie latino-américaine ne s'arrêterait pas aux frontières du Venezuela. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne le peuple

colombien avec lequel nos liens historiques sont si anciens et riches. Dans cet esprit de paix et de réconciliation entre nos peuples, notre pays est, par exemple, intervenu de manière assez significative, en étroite collaboration avec le gouvernement cubain, dans le processus de réconciliation entre les FARC et le gouvernement colombien. L'histoire retiendra la valeur de cette intervention motivée par un solide sentiment de fraternité avec ce peuple. Par ailleurs, il suffit de regarder la carte de l'Amérique Latine aujourd'hui : l'ALBA, le CELAC, l'UNASUR, Petrocaribe, etc., ce sont toutes des institutions fondées sur l'esprit de solidarité latino-américaine et le résultat de l'approche d'Hugo Chavez concernant les relations entre nos peuples.

Le DR.- Le cas vénézuélien fait partie d'une certaine manière d'un processus d'affaiblissement des positions de gauche en Amérique Latine (victoire de la droite néolibérale avec Macri en Argentine, démission de Dilma Rousseff en Brésil..) ; comment expliquez-vous ce scénario ? Croyez-vous que la situation vénézuélienne a une certaine influence dans cette évolution ?

CSC.- C'est une question difficile. Je pense en effet que le fait que notre révolution et, surtout, la figure du Président Chavez ait tellement dépassé nos frontières jusqu'à devenir une sorte de référence des luttes de libération des peuples du monde, nous a donné une sorte de responsabilité à la mesure de cette dimension. Par conséquent, nos difficultés peuvent avoir un certain effet, une certaine répercussion sur d'autres processus surtout lorsqu'elles sont utilisées de manière si habile et si malhonnête par nos adversaires comme nous venons de le voir. C'est ainsi que l'on entend dire partout que « le modèle chaviste ne marche pas ; que c'est un échec, etc. » et lorsque cette propagande, incessante, est crée sur tous les toits, cela peut avoir un effet sur l'état d'esprit de personnes qui n'ont pas un minimum de conscience politique, y compris par ceux qui partagent nos espoirs de manière plus subjective que rationnelle ; et ils sont nombreux. Mais de l'autre côté, subsiste le compromis et la volonté de résister de ceux qui, chez nous, sont déterminés à rester fidèles au souvenir de notre grand leader. Et cela aussi aura à nouveau, le moment venu, une répercussion sur les autres peuples. La Révolution bolivarienne constitue le flambeau et l'espoir de l'Amérique latine et du monde entier ! Nous sommes la lumière pour tous les peuples qui continuent à lutter pour que l'objectif d'un monde meilleur et plus juste se réalise.

Le DR.- Sans aucun doute le Venezuela subit une violente agression venant des secteurs de l'oligarchie nationale et de ses mentors à Washington qui ne pardonnent pas que le pays d'Hugo Chavez ait opté pour le socialisme. Mais peut-on attribuer toutes les raisons des problèmes actuels aux politiques impérialistes ? La Révolution bolivarienne n'a-t-elle pas aussi une part de responsabilité ? N'a-t-elle pas connu des faiblesses, commis des erreurs ? Que pouvez-vous nous dire à ce propos ?

CSC.- Au Venezuela, nous n'avons aucun problème à reconnaître nos erreurs, nos déficiences. C'est la base même de nos pratiques démocratiques. Mais nous devons d'abord situer le contexte du processus bolivarien. Ne pas oublier que

le fait d'être une puissance mondiale dans la production du pétrole nous a conduit historiquement à être un pays exportateur par excellence et de plus en plus dépendant des énormes ressources financières que cette activité nous rapporte ; un pays rentier. En arrivant au pouvoir, nous avons donc hérité de cette dépendance, de cette situation d'être

Avec l'arrivée de Chávez, les bénéfiques de l'activité pétrolière ont été massivement investis pour sortir de la pauvreté de larges franges de la population.

très fortement soumis aux aléas de l'activité pétrolière. Notre première rupture avec le système préexistant a eu lieu lors de l'utilisation de la rente pétrolière et non par la sortie de cette dépendance envers cette ressource. En effet, avant la révolution bolivarienne, la rente alimentait les rémunérations exorbitantes des grands gérants de l'industrie et une corruption gigantesque et généralisée. Avec l'arrivée de Chávez, le changement fut radical, les bénéfiques de l'activité pétrolière ont été massivement investis pour sortir de la pauvreté de larges franges de la population. Mais aussi dans l'éducation, la santé publique, la culture... Nous savions que le prix du pétrole peut être fluctuant mais nous n'avons jamais imaginé qu'il pouvait tomber si bas et je crois que ce fut le cas de beaucoup de monde ; et cette chute de prix est arrivée peu de temps après le coup le plus dur et le plus ignoble qu'ait connu notre révolution : le décès d'Hugo Chávez à propos duquel nous avons de sérieux indices laissant penser qu'il ne s'agissait pas d'une mort naturelle. Voilà le contexte dans lequel se produit cette crise.

Le DR.- et quelles alternatives voyez-vous pour sortir de cette dépendance du pétrole ?

CSC.- Le hasard fait que mon parcours professionnel m'a conduit à m'occuper des questions environnementales avant d'assumer ce poste. Et c'est ainsi que depuis 2009, j'ai été chargée par le pré-

sident Chávez de m'occuper de la politique extérieure liée au changement climatique et depuis ce moment j'ai eu la conviction que dans ce domaine, la recherche de sources alternatives d'énergie pouvait être, en plus d'un outil pour sortir du modèle rentier entièrement basé sur le pétrole, une source potentielle de nouveaux sentiers de développement et ce, d'autant plus que je ne conçois pas le socialisme sans un projet écologique, sans une approche de protection de la nature. J'ose dire que je crois avoir fait partager cette approche au Président Chávez et que c'est ainsi que déjà dans le programme de sa candidature de l'année 2012 il avait, expressément, inscrit le projet de lutter pour la mise en œuvre de programmes de protection de l'environnement et de recherche d'alternatives énergétiques. Pour diverses raisons, les projets faisant partie de ce programme n'ont pas pu être appliqués mais la réalité que nous vivons dans le pays aujourd'hui, remet ces projets au goût du jour et c'est ainsi que des programmes de recherche et des projets d'expérimentation sont actuellement mis en place dans différentes régions du pays. Pour le reste, cette sensibilité envers la problématique environnementale m'accompagne toujours et c'est ainsi que, en tant que représentante du Venezuela dans les négociations internationales (dont celle de la COP 21 à Paris), j'ai pu défendre les positions de la politique énergétique de notre pays qui est fondée sur le droit inaliénable à la souveraineté des peuples à disposer de leurs ressources énergétiques comme le consacre notre Constitution. ■

Propos recueillis par Vladimir Caller

**Le Drapeau Rouge a besoin de votre soutien :
abonnez-vous, présentez-le à des amis, diffusez-le.
Pour les conditions d'abonnement, voir page 16 de ce numéro. Merci !**

BREXIT : grande défaite et étrange victoire

Vladimir Caller

Voici que, déjouant tous les pronostics (la bourse avait monté de 5 points la veille de référendum, tant les investisseurs étaient sûrs de la victoire du 'remain' !), le peuple britannique a décidé de quitter l'Union Européenne et provoqué une crise généralisée dans les milieux de la grande finance et de l'establishment politique. Avant d'esquisser une analyse du vote et sa signification politique, devons-nous réellement être surpris ? En 1967, le Général De Gaulle, dont on n'apprécie pas assez la lucidité et la vision politique, déclarait à propos d'une éventuelle entrée du Royaume-Uni dans la CE : « Faire entrer l'Angleterre, ce serait pour les Six donner d'avance leur consentement à tous les artifices, délais et faux-semblants qui tendraient à dissimuler la destruction d'un édifice qui a été bâti au prix de tant de peine et au milieu de tant d'espoir ».

En fait, au-delà du plan politique ou économique, le Royaume-Uni n'a jamais aimé l'Europe. Il s'est toujours senti bien plus proche de l'Australie, de la Nouvelle Zélande, de l'Inde et bien entendu des États-Unis et du Canada. La communauté de langue, la facilité de transmission culturelle a sans doute facilité ce tropisme concomitant avec une distance réelle et tenace envers le continent. C'est ainsi que lorsque l'Europe tremblait, en 1789 avec la Révolution française, en 1830 et 1848 lors des grandes et massives révoltes citoyennes du peuple parisien, ou plus tard lors de la révolution d'Octobre en 1917, l'Angleterre est restée plutôt impassible à la dif-

férence d'autres peuples européens. Plus récemment, la II^e Guerre Mondiale fit du Royaume-Uni un pays de résistance sans occupation et sans collaboration, une différence peu mince avec d'autres pays du continent.

Si à cela s'ajoute le fait que la très vieille démocratie anglaise a su sacrifier ses institutions, en particulier son parlement dont les origines datent du XIII^e siècle au point que pour les Anglais, Westminster c'est presque leur référence d'identité nationale, on peut alors comprendre qu'ils ne puissent accepter que ce soit une Commission Européenne sous la baguette d'un Barroso ou d'un Juncker qui dicte ses règlements au sacrosaint 'Parliament of The United Kingdom'.

Élection sur fond de lutte de classe

Le quotidien français *Le Figaro* disait, et disait bien, que ce sont les pensionnés, les chômeurs, la classe moyenne en déclin qui constitue l'essentiel des électeurs qui ont choisi de 'sortir' de l'UE ; c'est ce qui explique l'éclatante victoire de cette option dans le Nord britannique, dans le Yorkshire, les Midlands et, dans les grandes villes, leurs banlieues et autres zones précarisées. Il n'est donc pas étonnant, en contrepartie, que le grand patronat anglais, la Banque d'Angleterre et, bien entendu, la City de Londres aient fait une campagne virulente en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE. Plus étonnant et franchement 'shocking' est la liste nourrie de personnalités et de politiciens de la droite internationale qui se sont permis une grossière ingérence afin de soutenir l'option du 'remain'. Le président Hollande, le ministre allemand Schauble, la patronne du FMI Christine Lagarde et même Barack Obama se sont permis de mettre en garde les électeurs face au chaos et aux catastrophes qui allaient advenir si par malheur ils perpétuaient un vote de rupture avec l'UE ; catastrophe en effet pour les EE UU qui perdraient ainsi leur plus fidèle soutien au sein de l'Europe communautaire.

Le Président américain, honorant sans doute son statut de Nobel de la Paix, ajoutait qu'il fallait que le Royaume-Uni et les

autres pays européens destinent sans tarder une plus grosse participation de leurs budgets aux efforts de militarisation du continent.

Il n'est pas très étonnant que l'establishment international ait pris ces positions afin d'influencer le résultat du référendum. Plus curieux est qu'une fois la victoire du 'leave' acquise, des voix, et pas des moindres, s'élèvent pour « corriger » ces résultats. Ainsi, Peter Sutherland, ancien président exécutif de BP, puis de Goldman Sachs, ancien commissaire européen de la concurrence (et à ce titre, un des inspirateurs de la sinistre Directive Bolkestein et membre éminent de la trilatérale, Bilderberg), déclare sans rire que « *D'une certaine façon, ce résultat doit être annulé* » et Donald Tusk le Président de l'UE va jusqu'à dire que le résultat du référendum constituait une « *menace pour la civilisation* ».

Une victoire quelque peu amère

Autant un esprit de gauche ne peut que se féliciter que l'Union européenne, telle qu'elle existe et fonctionne, ait subi une telle leçon venant notamment des segments les plus modestes de la population britannique, victimes privilégiées des politiques justement européennes, autant l'on ne peut que regretter que cette victoire ait été d'une certaine manière conduite par des personnages troubles et d'idéologie ouvertement néolibérale et xénophobe tels que, entre autres, l'ancien maire de Londres Boris Johnson ou le député européen Nigel Farage. Ce fait soulève d'importantes interrogations parce que tout indique que le remplaçant de Cameron sera justement Johnson, ce qui ne garantit aucun progrès social. Comme quoi, bouleverser les données, même si elles ont une valeur politique incontestable et positive, ne garantit pas toujours une évolution progressiste. D'où l'importance de savoir faire face à des campagnes médiatiques massives et/ou aux appels d'un certain « nationalisme » régional qui semblent influencer aussi les choix d'importants secteurs de gauche. Raisons de plus pour persévérer dans la bataille en cherchant à ce qu'elle soit, dans ses résultats, cohérente avec les aspirations populaires. ■

La politique de l'emploi du gouvernement Michel

Une démolition préméditée et systématique

Martin Willems, secrétaire permanent CNE

Le gouvernement fédéral clame haut et fort que sa première priorité serait de créer de l'emploi. « Jobs, jobs, jobs » disait Charles. Et pourtant, à y regarder de plus près, il fait tout pour en détruire. Après bientôt deux ans, le doute n'est plus permis : la politique de l'emploi du gouvernement est une véritable escroquerie. Il ne s'agit pas de créer de l'emploi, il s'agit de presser plus encore le citron, sans considération aucune pour l'emploi ni pour la qualité du travail restant.

Massacre dans les services publics

Le plus visible, c'est bien sûr la destruction systématique d'emplois publics. Le gouvernement actuel s'inscrit dans une tendance initiée avant lui, mais passe à la vitesse supérieure : remplacement d'un seul fonctionnaire sur cinq partant à la retraite ; 6000 suppressions d'emploi à la SNCB en cinq ans, 4000 pour Bpost, etc. Des dizaines de milliers d'emplois supprimés. Bien sûr, on parle pudiquement « d'économies réalisées au sein des pouvoirs publics », on ne licencie personne, on se contente de ne pas remplacer ceux qui partent à la retraite, mais il s'agit bel et bien d'emplois qui disparaissent et ne seront plus disponibles pour la génération suivante.

Et ce non-remplacement des retraités se transforme en un véritable cauchemar pour les travailleurs restants, puisque cela désorganise totalement les services et augmente proportionnellement la charge de travail. Ce gouvernement de droite hait les services publics. Il verrait bien la plupart d'entre eux entre les mains des intérêts privés. Mais peut-il pour autant faire semblant de croire que

les emplois publics détruits seront compensés par de nouveaux emplois dans le secteur privé ? Bien sûr que non ; le secteur privé n'a jamais créé autant d'emplois. D'autant plus qu'on fait tout pour que là aussi, les emplois disparaissent.

Faire travailler plus ceux qui sont au travail

Une constante dans les politiques menées : rallonger la durée du travail. On peut lister les mesures de ce type :

- Recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans. Il s'agit d'une augmentation de 5% du temps travaillé sur la carrière.
- Dans le projet Peeters, il est prévu de pouvoir augmenter le temps de travail annuel de 100 heures par contrat individuel. Il s'agit aussi d'une augmentation de 5% du temps de travail sur l'année
- Flexi-jobs dans l'Horeca : il s'agit de pousser, par un incitant fiscal, des travailleurs à faire des heures supplémentaires dans l'Horeca au-delà de leur temps plein, et donc de travailler plus qu'un temps plein.
- Suppression du crédit-temps sans motif et réduction des possibilités de réduire son temps de travail en fin de carrière. Les travailleurs en crédit-temps ou en réduction de fin de carrière devaient être remplacés. Supprimer les pauses dans la carrière, c'est allonger d'autant la carrière, et supprimer les emplois créés pour le remplacement.

Augmenter le nombre d'heures effectuées par emploi a un effet mathématique direct : diminuer d'autant le nombre d'emplois (puisque'il faut moins de travailleurs pour la même quantité de travail). Et il ne s'agit pas d'un effet à la marge, car diminuer de 10% le nombre d'emplois, c'est multiplier tout simplement par deux le nombre actuel de chômeurs !

Flexibiliser le travail

Autre grande constante mise en avant par le projet de loi Peeters : flexibiliser toujours plus le travail. Ici, il ne s'agit pas

d'augmenter le nombre total d'heures travaillées, mais de permettre au patron de déplacer les heures travaillées d'une journée à l'autre ou d'une semaine à l'autre. Lui permettre de changer nos horaires de travail à sa convenance, en fonction des besoins de l'entreprise ou des désirs du client. Plus de commandes cette semaine ? Vous ferez une journée de plus, ce samedi. Et si un jour, dans quelques semaines ou quelques mois, il y a un creux, on vous dira de rentrer chez vous pour l'après-midi, en compensation. En quoi augmenter la flexibilité va-t-elle détruire des emplois ? Aujourd'hui, l'employeur dimensionne la taille de ses équipes en fonction de la charge de travail moyenne. En cas de surplus de travail, et moyennant concertation préalable, il recourt aux heures supplémentaires. Ces heures supplémentaires, vous les récupérez à votre convenance, en blocs de jours, pendant lesquels vous êtes remplacés. Au-delà des plafonds prévus par la loi, et pour ces remplacements, l'employeur recourt à des ressources temporaires (intérimaires, contrats de remplacement) et à des ressources supplémentaires.

Demain, si la loi Peeters devient réalité, votre employeur pourra vous demander, sans concertation préalable (et donc sans votre consentement et sans préavis), de faire plus d'heures au moment des pics de charge et il pourra vous renvoyer chez vous plus tôt dans les périodes plus creuses. Les plafonds d'heures supplémentaires sont relevés. Il n'aura donc plus besoin des ressources complémentaires, qui sont autant d'emplois en moins. Pour les travailleurs qui restent, cela signifie aussi une intensification du travail puisqu'ils ne travailleront plus que pendant les pics de charge et qu'il n'y aura plus de périodes creuses.

Diminuer le coût du travail

Autre dogme de droite : diminuer le coût du travail permettrait de créer de nouveaux emplois. Les mesures dans ce domaine ont été marquantes :

- Saut d'index

- Tax shift abaissant drastiquement les cotisations patronales
Prétendre que cela créerait automatiquement de l'emploi est pur credo. Aucun employeur n'engage un travailleur dont il n'a pas vraiment besoin, même si le coût du travail diminue. Qui mangerait deux fois plus si le prix de la nourriture était divisé par deux ? Certes, cela peut jouer à la marge et sur le long terme, mais personne ne peut croire à un effet proportionnel aux cadeaux faits aux employeurs. L'effet sur le travailleur est, lui, bien réel. Car diminuer le coût du travail, c'est tout simplement diminuer le revenu du travailleur (revenu direct avec le saut d'index ou revenu indirect avec les coupes dans la sécurité sociale). De plus en plus de travailleurs cumulent plusieurs emplois pour vivre correctement. Et ce sont autant d'emplois en moins pour les chômeurs.

Une concurrence sciemment et savamment organisée

Dans la lettre que nous adresse en mars 2016 Johan Van Overtveldt, ministre des Finances, pour accompagner notre déclaration d'impôts, il écrit : « *Le tax shift abaisse les impôts, [...] veille toutefois également à abaisser les charges pour les entreprises afin qu'elles puissent concurrencer les entreprises étrangères. Davantage d'emplois sont ainsi créés* » Concurrencer les entreprises étrangères ? Envisage-t-on de diminuer le coût de notre travail jusqu'à s'aligner sur le travailleur chinois ou bengali ? Nos gouvernants seraient plus crédibles dans leur appel aux sacrifices au nom de la compétitivité s'ils n'organisaient pas eux-mêmes cette concurrence qui est prétexte à baisser nos salaires. Ainsi, les traités de libre-échange ouvrent toujours plus de secteurs, y compris les secteurs d'utilité publique, à la concurrence ; ainsi, sont instituées des règles morbides comme la règle européenne de détachement des travailleurs.

La règle actuelle veut qu'un travailleur détaché ne soit pas soumis aux règles de rémunération et de sécurité sociale du pays hôte, où il travaille, mais reste soumis aux règles... de son pays d'origine. Ainsi est organisée une concurrence sanglante entre travailleurs de l'Union Européenne avec, comme résultat inéluctable, l'alignement sur les

conditions de travail et la sécurité sociale les moins avantageuses pour le travailleur. Doit-on ensuite s'étonner que l'on s'inquiète de l'arrivée de travailleurs de l'Est de l'Europe qui occuperont ici des pans entiers de l'activité économique, non pas parce qu'ils seraient plus travailleurs ou plus volontaires, mais parce que des lois trafiquées permettent aux employeurs de les faire travailler ici aux conditions de leur pays



d'origine ? Il suffirait de revoir cette réglementation, adopter la règle bien plus juste qu'en un même lieu s'appliquent à tous les travailleurs les mêmes règles, quel que soit leur pays d'origine, pour stopper d'un coup ce scandale (et couper court aux tentations nationalistes). Mais on ne voit aucun de nos gouvernants taper du poing sur la table européenne, comme ils sont pourtant capables de le faire lorsqu'il s'agit de remettre en cause les règles européennes en matière d'accueil des réfugiés.

Tromper pour mieux nous voler

En matière de politique d'emploi, on en est donc au même stade que la médecine au XVII^e siècle : saigner le patient et prier pour qu'il se rétablisse. Mais au contraire des carabins ignorants, nos gouvernants n'y croient pas eux-mêmes ; ils mentent sciemment, comme le Premier ministre ce jeudi 20 mai, au journal télévisé, lorsqu'il invente que le taux de chômage n'aurait jamais été aussi bas depuis 15 ans. Il s'agit sim-

plement de faire illusion pour nous tromper et cacher leur but véritable : servir les intérêts des détenteurs de capitaux. Dans cette perspective, tout devient limpide : diminuer le coût du travail pour augmenter les profits. Casser les services publics pour livrer de nouveaux secteurs aux intérêts privés. Laisser progresser le chômage pour augmenter la résignation et la soumission des travailleurs.

Contre la fausse nécessité, reprendre notre destin en main

L'alternative est à portée de main :

- Comblent les brèches qui ont été volontairement creusées dans la loi pour organiser le dumping social et l'évasion fiscale.
- Réduire collectivement le temps de travail. Les augmentations de productivité sont une réalité, tant mieux. Le partage du temps de travail aussi, mais il est aujourd'hui partagé inégalement entre des groupes de travailleurs qu'on veut opposer l'un à l'autre : les chômeurs et les travailleurs épuisés ; les travailleurs soi-disant privilégiés et les travailleurs « à bas coût ». Réduire le temps de travail de tous pour le répartir plus équitablement, c'est une évidence.

...Et pour briser le carcan idéologique dans lequel on veut nous enfermer (crise, austérité, concurrence, compétitivité, guerre), commençons par chasser ce gouvernement d'imposteurs. ■

L'avenir du réseau ferré

« Une image vaut plus que mille mots » dit le fameux et antique proverbe chinois. C'est bien le cas lorsque nous observons en détail cette infographie représentative du « plan d'investissement 2013-2025 » de la SNCB et qui ne fait que confirmer nos craintes selon lesquelles nous allons, par l'œuvre de ce sinistre gouvernement, vers la liquidation totale des services publics. Détail important : ce graphique n'a pas été imaginé par un syndicaliste de la gauche radicale, ni par un patron privé cherchant à fantasmer sur les perspectives lucratives des privatisations, mais par la direction de l'institution publique SNCB. Ce qui ne peut qu'en confirmer le sérieux !

En tout cas, il ne fait que donner raison à Michel Ambroise, président des Amis du Rail de Halanzy, une association qui se bat farouchement pour promouvoir la mobilité et le transport ferroviaire en Luxembourg lorsqu'il déclare que: «La SNCB déraile en Wallonie. Les lignes wallonnes sont à la traîne, et que dire du Luxembourg ? Le plan d'investissement 2013-2025 de la SNCB nous réserve de bien mauvaises surprises.»⁽¹⁾
Va-t-on tout droit vers ce scénario catastrophe ? On espère que non. Les Amis du Rail, en agitant la sonnette d'alarme aujourd'hui (en novembre 2012 !!! ndlr), espèrent que les élus politiques du Luxembourg et du Namurois pourront intervenir auprès du ministre fédéral Magnette et de la SNCB. «Pendant la campagne électorale, on a beaucoup entendu de discours sur la mobilité. Un mois après les élections, on n'entend plus personne?»⁽²⁾

Sur la carte vous voyez le réseau ferré belge en novembre 2012. Toutes les lignes en jaune sont celles qui seront fermées. La décision ferme a été prise. 800 km de voie supprimés. C'est tout simplement énorme ! Aussi bien les Flamands que les Wallons et les Bruxellois seront touchés. Il est incompréhensible que cette décision n'ait provoqué une levée de boucliers ni de la part des décideurs régionaux et provinciaux, ni des usagers. Ni provoqué une grève générale des cheminots devant cette amputation brutale d'un quart du réseau ferré ! Combien d'emplois vont disparaître suite à cela ? Et le passager ? Le client soi-disant roi ? Que va-t-il faire ? Prendre le bus (bientôt privatisé) ou acheter une voiture, ou déménager ? Tout aussi grave est la décision concernant les lignes en rouge. Elles ne seront plus modernisées à partir de 2018. Il faut savoir qu'il y a toute une série de lignes qui ne sont pas encore électrifiées, ou des passages à niveau non gardés et non sécurisés. Fini la construction d'ouvrages d'art pour éviter les passages à niveau, le renouvellement des gares, la mise à niveau technique du réseau, l'implémentation du système de sécurité TBL1+ (implanté à seulement 80%) sans parler du nouveau système ETCS. Et bien d'autres choses.

« La marge de manœuvre sera étroite, on le sait. Le contexte budgétaire est très étriqué, le plan d'investissements SNCB qui devait avoisiner les 40 milliards d'euros a déjà été raboté à 24 milliards. »

Michel Ambroise n'a pas de mots assez sévères pour dénoncer cette dérive de la mobilité préjudiciable aux régions rurales : « Dans cinq ans, les Luxembourgeois devront-ils prendre le train à Namur pour se rendre à Bruxelles ? Ce qui est inadmissible, c'est que pendant ce temps, la SNCB continue à construire des gares aux budgets complètement démesurés. Di Rupo aura sa gare à Mons pour près de 200 millions d'euros au lieu des 37 millions prévus au départ. Il y a donc de l'argent pour ce que l'on veut !⁽³⁾ »

Nous avons toutes les raisons de craindre, qu'à plus ou moins long terme, le processus vital pour ces lignes rouges ne

Un réseau ferré

L'avenir de notre rail tel qu'il se



soit engagé. Le démantèlement progressif s'accélérera en fonction du résultat de l'avancement du plan d'augmentation de productivité de 20% signé avec la direction de la SNCB suite à la grève de 8 jours des cheminots en juin 2016. Il ne resterait que les lignes en bleu – d'un beau bleu ultra libéral ! – les lignes super rentables à moins que les nouveaux patrons privés ne remontent le niveau de bénéfices attendus (rendement à deux chiffres). Parce que la grande différence entre le service public et une entreprise privée c'est qu'à chiffre d'affaire égal, la rémunération de l'actionnaire asphyxie et parfois tue la société. Surtout si un fonds de pension entre dans le jeu.

Ferroviaire en Belgique

Freddy Visconti

Le réseau belge à trois vitesses

Le plan d'investissements 2013-2025 de la SNCB.



seau ferré dans 5 ans
isé après 5 ans
ns au moins 1 an

Certains nous parlent beaucoup de la défense des services publics, ils nous demandent même de voter pour eux pour mieux les protéger comme dirait Paul Magnette... Mais les faits, hélas, nous démontrent exactement le contraire. Le démantèlement est bel et bien en cours et depuis que l'on a un gouvernement full libéral l'accélération est nette. Sur la carte, on peut constater que tout le réseau ferroviaire du sud du pays, au delà de la dorsale Wallonne, est condamné à disparaître !

«Malheureusement, côté ferroviaire, ces changements sont une nouvelle fois défavorables aux voyageurs et l'avenir du rail

s'assombrit une nouvelle fois en Province de Luxembourg, puisqu'à partir du 1^{er} mars 2016, la gare de Virton verra ses heures d'ouverture réduites, suite au non-remplacement d'un départ à la retraite. Or il est à noter qu'environ 500 voyageurs y transitent chaque jour et que les premiers trains (CFL) pour Luxembourg, prennent leur départ en gare de Virton. Qui plus est, lors de ces périodes de fermetures, les usagers devront passer sur les voies sans l'assistance de personnel SNCB pour prendre le train ou en descendant de celui-ci sur les autres voies que celle devant la gare. Ce qui laisse sous-entendre une diminution de la sécurité pour les voyageurs ! »⁽⁴⁾

Tous les services publics sont visés : à l'exemple de BPost où sans la sortie (calculée) de Pascal Labille, BPost passait en stoemeling sous la fameuse barre des 51 % de participation publique par le rachat de la poste hollandaise. Le seul signal apparent, qu'il fallait décoder, c'était l'arrivée de camionnettes de la poste néerlandaise sur nos routes. Tout comme pour le service marchandises de la SNCB, le jour de la grève de 24h de la FGFB fédérale, étonnés de voir des machines de manœuvre évoluer dans la gare de triage de Châtelineau, nous avons contacté un ami cheminot qui nous a appris que le service marchandises est passé chez un privé «BLog» et que la plupart du personnel ne fait déjà plus partie de la SNCB... Voilà le désastre pour l'emploi et les services publics qui s'annonce !

La stratégie du (des) gouvernement(s) est limpide, la privatisation est bel et bien en cours, de manière larvée. Il est regrettable que les responsables syndicaux ne voient pas clair dans cette stratégie et se laissent piéger par des propos rassurants de la direction et du monde politique. Ou dans l'acceptation des directives européennes. Seule une grève générale de grande ampleur peut sauver nos services publics. Afin de chasser ce gouvernement de prédateurs sociaux de niveau 4 et pour imposer un nouveau gouvernement qui aurait à cœur de sauvegarder nos services publics.

Le monde politique n'est pas incompetent, contrairement à ce que de braves gens croient, il est juste loyal à sa classe, à la classe bourgeoise, à la finance, aux banques, aux multinationales !

Quatre ans après la publication du plan stratégique 2013-2025, on a bien compris que le monde politique au service, ou complaisant envers les intérêts du grand patronat, a bel et bien abandonné la SNCB (et tous les services publics), Directive Bolkestein oblige et TSCG impose... À l'heure du BREXIT, il est temps de reconsidérer sérieusement notre participation à cette Europe ultra libérale. ■

(1) (2) (3) Journal Vers l'Avenir 16 novembre 2012
(4) Pétition des Amis du Rail 29-01-2016

La grève, nos droits, leurs attaques

Marie France Deprez

Lors de l'indépendance de la Belgique en 1830, ni le droit de grève, ni la liberté d'association n'ont été inscrits dans la loi; tout regroupement « syndical » était interdit. Il a fallu attendre la ratification de la charte sociale européenne en 1990 pour que le droit de grève soit clairement et formellement reconnu. Il est aussi confirmé par la Cours de Cassation de notre pays. Situation semblable pour la liberté d'association sanctionnée expressément par le code pénal. C'est ainsi que de nombreuses et importantes grèves qui ont eu lieu dès le début de la révolution industrielle (fin du XVIII^e / début du XIX^e siècle) ont été lourdement réprimées. On peut considérer que c'est seulement en 1921, lorsque fut aboli l'article 310 du Code pénal qui prévoyait tout un arsenal de mesures pour contraindre les grévistes, que commence dans les faits la reconnaissance du droit de grève. Mais l'article 66, un autre article très controversé qui permet de rendre responsables des ouvriers « ayant tenu un discours ou publié un texte incitant au délit », a connu une très longue vie. Il a encore été utilisé en 2002, contre les responsables syndicaux de Clabecq.

Après la première guerre mondiale, en 1919, à la suite de grèves dans la sidérurgie et les mines, furent créés les premières commissions paritaires entre patrons et salariés visant à la signature de conven-

tions collectives, il s'en créera par la suite dans d'autres domaines. C'est à la même époque que des mouvements de grève permettront la reconnaissance de la pension à 65 ans (août 1920), la journée de 8 heures (juin 1921) et dans la foulée, la semaine de 48 heures sans perte de salaire. Dans l'entre-deux guerres, après la crise de 1929, alors que la France voit l'émergence du Front populaire, il y a en Belgique des grèves réclamant des augmentations de salaire mais aussi la semaine 40 heures.

Ce rapide résumé pour voir comment, aujourd'hui, ces acquis sont attaqués et comment le patronat cherche dans le code pénal de quoi bloquer le droit de grève. Ils recourent de plus en plus à l'envoi de huissiers et à l'imposition d'astreintes sur les piquets, ils dénoncent le blocage des routes et des trains prétextant que les grévistes ne peuvent empêcher de travailler les non grévistes. C'est vrai que le droit au travail est consacré dans la constitution belge (article 23) mais il s'agit d'affirmer le droit de chacun à avoir un travail comme un droit social et non pas du droit de l'accès à un local ; le non gréviste ne subit aucun préjudice sur le plan social suite au blocage d'un accès ! Les piquets de grèves ne sont pas illégaux et leur forme (bloquante ou non) doit être retenue en fonction des besoins de la grève. Les piquets sont aussi un moyen de dialoguer avec les non-grévistes, avec ceux notamment qui pour diverses raisons (travailleurs précaires, intérimaires, etc.) n'osent pas se lancer dans le mouvement et se retrouvent en proie aux pressions patronales. Rappelons que la grève est une arme efficace mais difficile (à cause entre autre de la perte de revenu). Rappelons surtout que le droit de grève a mis du temps à être reconnu en Belgique et que nous avons le devoir de le protéger.

Un autre problème, très actuel, c'est le recours aux intérimaires. Il est prévu dans la législation belge qu'il est interdit de recourir à des intérimaires pendant une grève. Mais récemment à Bpost, lors d'une grève dans les centres de tri contre

le projet de la direction de supprimer les primes du week-end (le samedi devant être considéré comme un jour normal), Bpost a fait appel, illégalement, à des intérimaires. Sur ce point aussi, nous devons rester vigilants.

Parmi les divers projets de dé-tricotage, il y a celui de l'instauration d'un service minimum dans les services publics. Ce service viderait la grève de sa substance. Il ne doit pas être confondu avec le fait que dans certains secteurs, il est prévu que le droit de grève ne puisse pas mettre en péril le fonctionnement de l'entreprise (secteur nucléaire par exemple) et l'approvisionnement de la collectivité. C'est pour cela que pour ces secteurs (hôpitaux, entre autres), il existe des conventions particulières.

Les ministres Peeters, Bacquelaine et consorts du gouvernement De Wever-Michel lancent des attaques contre les droits du syndicalisme, leurs propositions veulent nous faire retourner un siècle en arrière et leurs arguments cherchent à nous bernier se présentant comme des idées incontestables parce que, selon eux, « modernes ». Prenons l'exemple de la pension à 67 ans qui serait justifiée parce que la durée de vie s'est allongée. Mais si la durée de vie s'est allongée, c'est en grande partie parce que nous travaillons moins ! S'ils nous remettent au travail 9 heures par jour et jusque 45 heures semaine, la durée de vie risque bien de raccourcir, les pensions, on ne les paiera pas longtemps !

En France, contre la loi El Khomry, en Italie contre le Jobs act, en Belgique contre la loi Peeters de très nombreux manifestants sont dans la rue. Tout cela nous montre qu'il faut être en alerte, nous convaincre de défendre nos droits, convaincre ceux qui ne le sont pas encore de réfléchir et de nous accompagner dans ces batailles. Au-delà de la chute du gouvernement de droite, visons à construire un mouvement fort et solide pour défendre les acquis des travailleurs et viser des changements réels et profonds. ■

FOOT, pognon, dignité, politique

L'Europe vit l'euphorie du foot, l'émotion de rencontres de très belle facture et personne ne devrait trouver à redire. Mais il y a des comportements, il y a des politiques, il y a le contexte. Prenons le cas de la France. Chaque joueur a touché 140 000 euros pour avoir battu l'Irlande en huitième de final. Et si les mêmes joueurs arrivent à gagner la coupe lors de la finale, ils toucheront 320 000 par personne. Difficile de ne pas employer le mot obscène lorsqu'on constate de tels égarements dans un pays qui, en ces mêmes moments voit des centaines de milliers de jeunes, de chômeurs et de travailleurs manifester dans les rues des semaines durant pour avoir une vie un peu décente. Et où, l'Institut National de Statistiques vient de le dire, 23 % de familles françaises vivent avec 1000 euros par mois. Et le plus consternant est que ces révélations semblent ne scandaliser personne ou presque. Parce qu'on ne touche pas au sacré ; aux nouvelles religions. Parce qu'on a intérêt à ce que ces rencontres sportives servent d'analgésique, de somnifère. *Panem et circenses* (Du pain et des jeux) disaient les Romains.

Que ce vacarme ne nous fasse pas oublier qu'il y a aussi, qu'il y a eu d'autres manières, si j'ose dire, de jouer au foot. Lorsque jouer était choix d'engagement idéaliste, patriotique ou tout simplement éthique. Ainsi, rappelons-nous, de ces joueurs soviétiques qui en 1941 en pleine guerre mondiale n'obéirent pas à l'ordre de l'État Major allemand de s'incliner sous peine d'être condamnés à mort et qui finirent fusillés après avoir battu l'équipe allemande devant un stade plein de compatriotes admiratifs et très probablement disposés à suivre cet exemple de résistance. Ou de ces joueurs algériens de l'Olympique de Marseille et autres clubs français qui décident de s'évader pour former l'équipe du Front de Libération Nationale (FLN) perdant ainsi leur statut et leurs rémunérations. Parmi eux, le fameux Mustapha Zitouni convoité alors par rien moins que le Real Madrid.

Étrange entre tous fut ce match éliminatoire préparatoire du mondial de 1974 entre les sélections du Chili et de l'URSS. Ce match était programmé dans le stade national du Chili mais l'Union Soviétique demanda à la FIFA qu'il soit joué dans un autre stade ou dans un pays tiers puisque le stade de Santiago avait été la « caserne » où la dictature de Pinochet avait torturé et tué ses opposants. La FIFA refusa la demande soviétique et

ordonna que le match soit joué. C'est ainsi que le 21 de septembre, l'équipe chilienne monta sur le terrain alors que le camp soviétique restait totalement vide ; malgré cette absence l'arbitre ouvrit le jeu, les avants chiliens avancèrent, marquèrent un but et se qualifièrent pour la finale. Victoire chilienne de la honte, dignité et solidarité dans la défaite soviétique. ■

VC

Justice pour tous ?

Ces derniers mois, des questions autour de la justice ont souvent été au centre des infos. En premier lieu, les agents pénitentiaires qui sont restés plus de 6 semaines en grève (certaines prisons ne retrouvant que progressivement un rythme normal de travail) confrontés comme d'autres agents des services publics aux exigences d'augmentation de productivité sous diverses formes. Lié à leur grève, on parle du traitement des prisonniers, oubliant que la Belgique a déjà été condamnée plusieurs fois pour traitements dégradants des détenus et cela en temps de fonctionnement « normal » des prisons. Le ministre pointe du doigt la surpopulation carcérale et propose...des maxi-prisons comme celle de Haren, comme si agrandir un bâtiment pouvait résoudre un problème de nature sociale.

Il propose aussi de réformer l'aide juridique instaurant un « ticket modérateur » entre 25 et 50 euros pour accéder à cette aide. Mais les personnes modestes, déjà perdues dans les méandres du système judiciaire n'ont bien souvent pas de quoi payer et on en arrive à ce que des gens doivent se défendre eux-mêmes. De plus, les avocats qui pratiquent cette aide juridique sont de moins en moins nombreux car ils ne savent pas en vivre décemment. Le même problème se retrouve pour l'assistance juridique aux étrangers. En avril, des militants de la plateforme « Justice pour tous » ont déposé une pétition signée par plus de 100 ONG, syndicats et organisations du monde judiciaire, exigeant un refinancement de l'aide juridique. Pour eux, cette réforme est une mesure d'austérité qui frappe de plein fouet une justice déjà malmenée dans son financement et même dans son indépendance par rapport à l'exécutif. La rentrée judiciaire s'annonce chaude !

MF-D

**Vous êtes intéressé par
l'histoire du communisme
en Belgique ?
Vous avez des archives
relatives au mouvement
ouvrier et ne savez
qu'en faire ?**

Contactez-nous :

CARCoB, 33, r. de la Caserne,

B-1000 Bruxelles,

Tél.: 02 513 61 99

carcob@skynet.be

<http://www.carcob.eu>

Heures d'ouverture (sur rendez-vous) :
du lundi au samedi, de 10 à 16 heures.

Élections en Espagne : récidive et encore l'impasse

Juan Domingo Sánchez Estop

Les élections du 26 juin en Espagne étaient les deuxièmes en six mois. Les précédentes, du 20 décembre 2015, n'avaient pas produit une majorité de gouvernement viable, ce qui avait rendu nécessaire la convocation de nouvelles élections.

Le grand écueil après les élections de décembre était le bon résultat de Podemos, qui avait engrangé un peu plus de 20 % des voix et talonnait le parti socialiste (PSOE) qui avait obtenu un petit 20,8 %. Le Parti populaire (PP, droite) avait obtenu plus de 33 %, mais n'était pas capable d'obtenir une majorité de gouvernement, même avec le soutien du nouveau parti de droite Ciudadanos, néolibéral sans réserves quoique moins repoussant que le PP de Rajoy et que beaucoup voient comme le pendant de droite de Podemos. Les résultats électoraux rendaient impossible toute majorité, puisqu'une fois que le PSOE avait renoncé à une grande coalition à l'allemande avec le PP, il ne restait au PSOE que de chercher un accord avec deux forces incompatibles : Ciudadanos et Podemos. Ceci entraîna, après cinq mois de tentatives pour former un gouvernement, à la dissolution du nouveau parlement.

La répétition des élections fut précédée par une campagne électorale quelque peu morose, marquée par la fatigue des dirigeants et des bases sociales des partis. Toutefois, on vit lors de cette campagne une polarisation très forte, alimentée par les sondages qui annonçaient une confrontation entre la droite du PP et la coalition qui s'était enfin constituée à gauche entre Podemos, Izquierda Unida et d'autres formations périphériques sous le nom (Unidos Podemos). Tout présageait donc une situation menaçante pour le système politique espagnol caractérisé depuis la fin de la

dictature franquiste par un bipartisme droite-PSOE, nuancé d'une présence de ce qui restait du Parti communiste espagnol au sein de la coalition Izquierda Unida et de la force des différents partis nationalistes de droite, du centre ou de gauche. Podemos fut accusé de tous les maux, notamment d'être financé par le Venezuela ou par l'Iran, d'avoir un programme irréalisable, alors que le contenu et la forme du programme étaient clairement sociaux-démocrates et que Pablo Iglesias profitait de chaque occasion pour déclarer l'identité social-démocrate de sa formation. En effet, Podemos se présentait comme le défenseur d'un modèle d'État social nordique, à tel point que son programme électoral adopta la présentation graphique... d'un catalogue d'Ikea...

Podemos choisit ainsi de se mesurer au PSOE dans un combat dont l'issue, à croire les sondages, ne pourrait que lui être favorable, d'autant plus que ce parti recevait les renforts d'Izquierda Unida. Cette volonté de prendre la place de la social-démocratie s'exprima à travers un discours empreint de « modération » qui ne mettait en question ni l'OTAN, ni la dette, ni la monarchie. En même temps, Pablo Iglesias et les siens tendaient la main pendant la campagne à un Parti socialiste qui n'était pas disposé à la prendre et qui se défendait de cette nouvelle concurrence sur son propre terrain en faisant appel aux réflexes identitaires de ses bases. Ces deux options « social-démocrates » en lice étaient cependant très différentes. La social-démocratie de Podemos reprenait les discours des droits sociaux et des services publics de la social-démocratie traditionnelle, alors que le PSOE, plus social-libéral que social-démocrate se retranchait dans un discours vide sur sa propre identité. Il existait cependant une différence de taille entre le PSOE et Podemos : le PSOE est, malgré sa crise,

un parti national qui dispose d'une implantation territoriale, de pouvoir institutionnel et d'argent, ce qui lui permet de maintenir une base militante et une clientèle politique souvent confondues. Podemos, par contre avait sabordé sa base militante, les « cercles », en faveur d'une dynamique presque entièrement axée sur la communication politique et les médias. Alors qu'il aurait eu besoin d'une forte présence dans les milieux populaires pour dépasser le PSOE, Podemos n'avait que des cadres sans expérience et très peu de militants.

**Tout indique
que la rentrée sera
bien agitée en Espagne**

Le résultat de cette confrontation fut un résultat électoral où Podemos et IU maintiennent le nombre

de députés obtenus en décembre et ne dépassent le PSOE ni en votes ni en députés. Le PSOE perd 5 députés, mais conserve sa deuxième place. Ciudadanos, victime de la polarisation perd beaucoup de souffle et c'est le parti-État de la droite, le PP de Mariano Rajoy qui triomphe en gagnant la première place avec 14 députés de plus, malgré les gros affaires de corruption qui ont émaillé sa gestion au niveaux national et régional. C'est donc à nouveau l'impasse, puisque malgré la forte reprise du PP, il n'est pas en mesure de former un gouvernement et aucun autre pacte ne semble évident. Avec 71 députés, la coalition Unidos Podemos doit choisir entre la possibilité de soutenir un gouvernement PSOE-Ciudadanos capable de déloger la droite, ou celle, plus naturelle pour ses bases, de refuser tout pacte et de se préparer à une opposition très forte, dans la rue et l'enceinte parlementaire, aux mesures d'austérité qui s'annoncent. La Commission européenne s'attend à ce que le prochain gouvernement espagnol fasse des coupes budgétaires pour un montant de 8 milliard d'euros à court terme et de quelques 20 milliards à moyen terme. Dès lors, tout indique que la rentrée sera bien agitée en Espagne. ■

Que sait-on du TISA en l'état actuel ?

Carine Thibaut * et François Licoppe

Suite à l'échec du Round de Doha, le cycle de négociations organisé par l'OMC, bloqué par les pays émergents qui n'entendaient plus se laisser dicter leurs politiques économiques par l'Occident, ont été lancées différentes négociations d'accords commerciaux qui ne visent plus, comme par le passé, l'ensemble de la planète. Le TISA fait partie de cette nouvelle génération de traités commerciaux, à l'instar du TTIP et du TPP. Il s'inscrit dans la volonté de négocier des accords commerciaux ayant surtout pour vocation la convergence réglementaire entre États dans un cadre qui n'est plus multilatéral. Le TISA se négocie donc hors du cadre de l'OMC et de son accord-cadre sur les services, l'AGCS.

Le TISA est un accord de première importance puisqu'il implique plus de pays que le TTIP et le TPP réunis. En effet, 52 pays sont concernés : 28 pays membres de l'Union européenne, les États-Unis, l'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Hong Kong, l'Islande, Israël, le Japon, le Liechtenstein, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la Corée du Sud, la Suisse, Taiwan et la Turquie. Tout comme le TPP, il n'inclut aucun pays faisant partie des « BRICS ». Il couvre 68,2 % du commerce des services dans le monde. Cette large couverture démontre que si l'accord aboutit, il constituera une norme incon-

turnable au niveau des services. Les intérêts en jeu sont énormes. D'après la coalition Team Tisa (<http://www.cncd.be>), bien que le secteur des services représente 71% du PIB mondial et qu'il connaisse une croissance plus importante que l'agriculture ou l'industrie, le commerce international est obstrué par « la compétition déloyale des entreprises publiques ». L'objectif est donc clair : attaquer frontalement les services publics et rendre tout ce qui peut l'être marchand.

Wikileaks lève un coin du voile sur les négociations

Bien qu'au début des négociations, tant l'administration américaine que la Commission européenne ont informé d'un côté le Congrès et de l'autre le Parlement européen – qui a donné mandat à la Commission pour poursuivre les négociations –, le reste des travaux préparatoires est resté très secret. Ce secret a pourtant été battu en brèche en avril 2014 grâce à la publication par Wikileaks de documents de travail portant sur les services financiers. On peut ainsi se faire une meilleure idée du futur contenu de l'accord.

Le chapitre révélé par Wikileaks révèle trois éléments centraux sur la libéralisation des services qui ne peuvent qu'alerter sur les dangers que représente le TISA. Ces éléments sont par ailleurs semblables à ceux dénoncés dans le TTIP et le CETA.

Le principe de liste négative. Actuellement, au sein de l'OMC, existe la notion de liste positive. Tout pays ayant inscrit un secteur dans la liste positive prend la décision d'ouvrir ce secteur à la privatisation. Le principe de liste négative que l'on retrouve dans le TTIP et le TISA inverse cette convention. Tout ce qui n'est pas explicitement protégé dans une liste négative sera de fait ouvert à la libéralisation des services. Un tel renversement des principes réduit de manière drastique la marge de manœuvre des pays qui, dans le futur, voudraient protéger certains secteurs de services.

Le principe de 'standstill'. D'après les documents révélés par Wikileaks, les Américains comme les Européens réclament le principe de non-retour sur la libéralisation des services. Cela signifie que le niveau de régulation atteint au moment de la ratification de l'accord ne pourrait jamais être plus élevé à l'avenir. Selon Basta !, une telle clause de statu quo « viendrait figer les niveaux actuels de libéralisation des services dans chaque pays, rendant impossible toute remunicipalisation des services de l'eau par exemple, ou compliquant la création ou le rétablissement de monopoles publics dans des domaines actuellement ouverts à la concurrence ».

La logique de bloc pour contrecarrer l'influence croissante des pays émergents, plus particulièrement la Chine. L'ensemble des pays autour du projet sont soit des pays occidentaux ou très proches de ces derniers, soit des pays qui sont des concurrents directs de la Chine. Cette logique de bloc, qui exclut de facto les pays émergents, n'est nullement niée par la Commission européenne qui déclare : « Contrairement aux négociations du cycle de Doha, le possible futur accord ne prévoit pas pour l'instant la participation de certaines des principales économies émergentes, notamment le Brésil, la Chine, l'Inde et les pays de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est). Il n'est pas souhaitable que tous ces pays recueillent les bénéfices d'un futur accord sans y avoir contribué et être tenus par ses règles ». Une manière de permettre aux 50 pays signataires de faire ensuite pression sur les autres membres de l'OMC pour qu'ils acceptent ces règles. De quoi affaiblir la position des BRICS – Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud – pour l'instant exclus de ces négociations, ou des pays d'Afrique, qui sont complètement ignorés.

Négocié dans une grande opacité, le TISA soulève donc de très importants problèmes géopolitiques et démocratiques. ■

* Responsable département campagne CNCD-11.11.11

1 Le Monde 9.07.2014

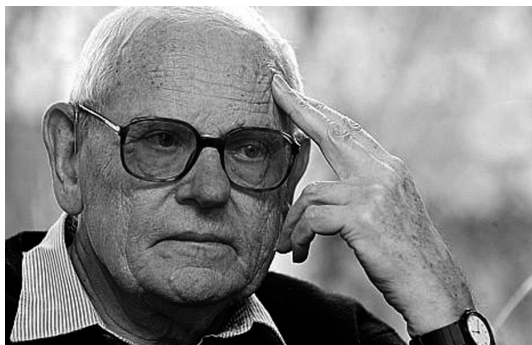
Le CETRI: racines et perspectives de 40 années de témoignage

Vladimir Caller

Créé en 1976 à Louvain-la-Neuve dans l'enceinte même de la citadelle universitaire, le Centre Tricontinental (CETRI) est en quelque sorte la prolongation, sur le plan de la culture de l'engagement et de la communication, de quelques gestes de prises de conscience et de résistance qui venaient des pays du tiers monde. Une des premières manifestations de cet esprit de révolte eut lieu en 1956, lorsqu'un jeune colonel égyptien décida de nationaliser la Canal de Suez suite au refus, rempli d'arrogance, des Américains de financer et soutenir techniquement son projet de construction du barrage d'Assouan ; en punition la France et l'Angleterre, les pays propriétaires de la compagnie nationalisée, et leur allié Israël agressèrent militairement ce pays alors insoumis. Un peu plus tard, dans le Congo belge, un modeste employé commença un projet d'insoumission et d'indépendance qui le conduisit à mourir à 34 ans lynché par les suppôts de ce pouvoir colonial qu'il cherchait à éradiquer de son pays. Pas si loin de là et plus ou moins à la même époque, un professeur de math marocain ayant compris que la lutte de son peuple pour plus de justice sociale ne pouvait pas être dissociée de celle d'autres peuples travaillait hardiment à coordonner et concerter ces luttes. Pour ce faire, ce dernier comptait sur l'aide précieuse d'une bande de « barbudos » qui avaient fait de La Havane l'axe des luttes anticolonialistes et anti-impérialistes.

Ce fut, très succinctement, le contexte historique d'une rencontre entre une génération de jeunes responsables politiques qui avaient décidé de s'organiser dans le but de combattre ensemble le colonialisme encore prévalant dans pas mal d'endroits de la planète et les forces du capital qui, tout en le protégeant, développaient de nouveaux types de domination. C'est ainsi, dans le croisement de projets et de proclamations, dont notamment la solidarité avec le Viet Nam, la condamnation de l'impérialisme américain, le soutien à la

Révolution cubaine victime du blocus américain et la lutte contre l'Apartheid en Afrique du Sud, que naissait l'Organisation de Solidarité des Peuples d'Afrique, Asie et Amérique Latine (OSPAAAL) plus connue dans les milieux populaires de ces continents comme « La Tricontinentale ».



François Houtart

C'est cette dénomination qui inspira, par sa justesse sémantique, (elle couvre la concertation et la complémentarité des luttes des 3 continents), le choix du nom du centre créé à Louvain-la-Neuve quelques années plus tard même si la différence de nature entre ces deux organisations est évidente.

Le mérite de François Houtart, le fondateur du CETRI (Centre Tricontinental), c'est d'avoir compris que ce processus de lutte et de solidarité des peuples du tiers monde imposait, à la conscience progressiste européenne, une exigence de compréhension d'abord et de solidarité ensuite. Et qu'il devenait indispensable d'associer l'étude et l'analyse de la problématique du tiers monde à un effort d'engagement envers ces populations ce qui impliquait de démonter et dénoncer les mécanismes de dépendance et d'oppression qui les pénalisent et la responsabilité, dans ces méfaits, des élites sur place et leurs mentors dans les métropoles. Dans le but d'assurer de manière régulière la divulgation des travaux des animateurs et collaborateurs du CETRI fut lancée, en 1994, la revue *Alternatives Sud* et en 2002, un annuaire intitulé *État des résistances*

dans le Sud – un panorama tricontinental des luttes sociales – publications qui ont fait l'objet très souvent de traductions en anglais, espagnol, italien, arabe, portugais, chinois...

Le CETRI de Louvain-la-Neuve devint ainsi peu à peu une sorte de référent d'accompagnement, d'explication et de diffusion des problématiques des pays et peuples du tiers monde avec la particularité de privilégier que ces analyses viennent dans la mesure du possible des acteurs locaux eux-mêmes. Dans ce but, le CETRI a soutenu et continue à soutenir des programmes de coopération avec de nombreux centres et institutions d'étude et de recherche des pays du tiers monde en les aidant à actualiser et à adapter leurs outils d'ana-

lyse aux conditions du XXI^e siècle et à la mondialisation généralisée. Sa contribution à diffuser la réponse de la culture des dominés est donc indispensable pour rompre l'hégémonie du discours dominant.

Du fait de sa condition personnelle, le chanoine Houtart a su aussi apporter, avec intelligence et discrétion, une sensibilité compassionnelle et un esprit fraternel à ses analyses sans pour autant se priver des analyses ayant comme fondement des scénarios de lutte de classe. Sur ce plan l'action et la personnalité des figures de la pensée chrétienne progressiste comme Helder Camera ou Camilo Torres ; l'expérience du Concile Vatican II organisée par le Pape Jean XXIII dont François Houtart fut un des conseillers ont marqué sans aucun doute l'esprit du Centre. Ce chroniqueur qui a eu la chance d'avoir dans sa jeunesse Gustavo Gutierrez comme professeur doit, entre autres, à François la démonstration qu'entre la Théologie de la libération et le marxisme le parallélisme, avec pardon pour la contradiction, peut aussi conduire à des convergences. ■

Déjà s'envole la fleur maigre

Il y a 70 ans, les premiers travailleurs italiens quittaient leurs campagnes pour le Borinage

Robert Waeles

Signée le 23 juin 1946, une convention entre l'Italie et la Belgique prévoyait l'arrivée de 50 000 travailleurs italiens dans les charbonnages belges. Jusqu'en 1957, quelque 303 convois amenèrent 140 000 hommes, 17 500 femmes et 29 000 enfants, venus en très grande majorité des régions pauvres du Mezzogiorno (Sicile et Abruzzes).

En 1959, répondant à une commande du service Cinéma du Ministère de l'Instruction publique, Paul Meyer est chargé de célébrer dans un simple court-métrage la politique d'intégration de ces travailleurs italiens en Belgique.

Sur place, Meyer se rend compte qu'ils rencontrent, en plus de leurs propres difficultés d'adaptation les problèmes ordinaires de la classe ouvrière belge. La Belgique n'est plus une terre d'accueil. Le Marché commun a décidé de fermer progressivement les puits. Borinage rimait avec charbonnages. Il commence à rimer de plus en plus avec chômage. L'herbe pousse dru sur les terrils. La commande ministérielle ignorant (de plus ou moins bonne foi) les projets du Marché commun, Paul Meyer se sentira peu à peu amené à choisir le long métrage pour décrire honnêtement cette nouvelle réalité. Il choisira pour titre un vers assez énigmatique du poète sicilien Salvatore Quasimodo,

« Je ne saurai rien de ma vie

*Des branches déjà s'envole la fleur maigre
Et moi j'attends la patience de son vol irrévocable. »*

L'ancien mineur Domenico songe à rentrer en Italie après dix-sept ans de travail tandis qu'une nouvelle famille arrive de Sicile. Théoriquement, le cycle arrivées-départs est censé se poursuivre mais Domenico ne se fait plus d'illusions. Il sait que les mines sont promises à la fermeture et qu'avec elles s'éteindront une mémoire collective de culture ouvrière. Du haut de son terril, il reprend en trois mots pour son jeune compatriote, qui vient de débarquer l'esprit du grand paysage qui s'étale à ses pieds : « *Borinage, charbonnage, chômage... mais il ajoute... Speranza (espérance)* »...

En attendant, que se passe-t-il ? Tandis que des enfants dévalent les pentes du crassier, agrippés à des platines à tarte, leurs pères remontent d'un puits de charbon, pour la dernière fois peut-être. Au village, on profite du dimanche pour faire la fête, comme au pays. On boit, on mange, on célèbre le bonheur d'être ensemble. On se rassemble par affinités

géographiques et culturelles et l'on danse. À l'ombre du terril, des ouvriers-mineurs entament un sirtaki : sont-ils toujours au Borinage, futurs chômeurs, ou déjà de retour au pays, au pied d'une colline grecque, dans le meilleur des cas ?

Pour filmer cette réalité mouvante, il faut noter l'habileté toute particulière que possède Paul Meyer pour valoriser acteurs et trouvaillies locales. Il y a ce personnage de curé joué par un poète surréaliste local. Il y a ce numéro de mime où des enfants dégustent les bonbons imaginaires que leur offre un généreux donateur. Par ces traits de caractère, nous sommes dans l'esprit de ce cinéma néo-réaliste italien qui puisait ses intrigues dans la vie quotidienne des petites gens et n'hésitait pas à les engager comme acteurs à part entière à côté de grandes vedettes internationales. Paul Meyer n'ira pas jusque là : aucun acteur-amateur ne jouera son propre rôle. Aucune vedette internationale non plus. Seule la réalité est là, tragique et passionnante. Il « suffit » de regarder et, surtout, de la filmer. Chaque soir, tout le monde regarde les rushes. On modifie le scénario en conséquence. Charmant, mais peu professionnel. C'est au moment de la post-synchronisation que les problèmes se posent réellement. Les dialogues enregistrés sur place dans ces conditions sont inutilisables. Avec l'aide d'un « pro » (André Goeffers) de nouveaux dialogues sont mis dans la bouche des acteurs occasionnels.



C'est à cette époque que débutait la « Nouvelle vague » française. Jean Luc Godard pratiquait les mêmes méthodes de tournage (mais avec des producteurs plus audacieux). Qui intéresser à ce petit film qui n'était même pas un film militant ? Nul drapeau rouge comme dans « Misère au Borinage » de Storck ? Meyer trouva cependant pour ce film simplement poé-

tique des amis et des alliés dans toute la gauche, tel le brasseur communiste Emile Cavenaille (natif de Dour-Borinage), Henri Storck, lui-même, le bureau d'avocats du socialiste flamand Pierre Vermeylen, auquel le bon cinéma belge doit tant. Ses amis récolteront des fonds auprès de toutes les organisations progressistes sans oublier nombre de simples militants généreux.

Présenté au Festival International de Porretta Terme en 1960, le film de Paul Meyer fut très favorablement accueilli par les grandes figures du néoréalisme italien Rossellini, Antonioni, Visconti, De Sica et De Santis. Mais les commanditaires officiels du film (le Service Cinéma du ministère de l'Éducation nationale) n'applaudiront pas. P-H Spaak interdira que le film soit présenté au festival de Moscou. Le film est retiré des écrans une semaine après sa sortie publique en Belgique.

Quant à Paul Meyer, il travaillera à la RTB jusqu'en 1994, notamment avec Henri Mordant dans la série « Le pain quotidien ». Il nous quittera en 2007, toujours accusé d'avoir détourné des fonds publics et toujours condamné à les rembourser... ■

Restauré par la cinémathèque royale de Belgique (CINEMATEK), le film est ressorti à Bruxelles ce 1^{er} juin. Encore visible pour 3 séances, ce mois de juillet à Flagey.

Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Bruxelles :** Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.

Charleroi : Librairie Lejeune, Place Sabatier, 6031 Monceau-Sur-Sambre. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24, rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Sommaire

L'INVITÉE DU DR

Nous ne faisons pas que résister
Claudia Salerno • pp. 2-4

L'ÉVÈNEMENT

Brexit : grande défaite et étrange victoire
Vladimir Caller • p. 5

SYNDICALISME

Une démolition préméditée et systématique
Martin Willems • pp. 6-7

ACTUALITÉ

L'avenir du réseau ferroviaire en Belgique
Freddy Visconti • pp. 8-9

SOCIAL

La grève, nos droits, leurs attaques
Marie-France Deprez • pp. 10

ACTUALITÉ

Foot, pognon, dignité, politique
Vladimir Caller • pp. 11

INTERNATIONAL

*Élections en Espagne :
récidive et encore l'impasse*
Juan Domingo Sánchez Estop • p. 12

ACTUALITÉ

Que sait-on du TISA en l'état actuel ?
Carine Thibaut & François Licoppe • pp. 13

HOMMAGE

*Le CETRI : racines et perspectives
de 40 années de témoignage*
Vladimir Caller • p. 14

CINÉMA

Déjà s'envole la fleur maigre
Robert Waeles • p. 15



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter ?

dr@particommuniste.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 047 237 058 • 02 537 66 81

Abonnement 12 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

ATTENTION ! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !